

Charte chantier « Vert » spécifique à l'opération

Objet : Travaux de remplacement et maintenance de l'ascenseur du bâtiment Gaia de l'université lumière Lyon 2

Toute intervention pour une prestation d'entretien, un chantier d'aménagement ou de rénovation doit être respectueuse de l'environnement. Ceci est le prolongement naturel des efforts de qualité environnementale et de transition écologique mis en œuvre sur les différents sites de l'université Lumière Lyon 2. En effet, après avoir affirmé en septembre 2018 son engagement en matière de gestion écologique et sa responsabilité écocitoyenne, l'université Lumière Lyon 2 a adopté en septembre 2021 une feuille de route qui présente sa stratégie dans le domaine de la transition écologique et environnementale. Cela se traduit notamment par la contractualisation systématique d'une charte « chantier vert ».

Les objectifs du chantier vert sont de :

- Réduire les déchets à la source et minimiser la production des déchets.
- Assurer une valorisation des déchets produits lors des travaux et prestations.
- Minimiser les nuisances pour les travailleurs, les usagers du site et les occupants des campus et riverains, soit : Nuisances acoustiques, pollution vers l'air et le sol, nuisances du point de vue des flux utilisateurs.
- Garantir la sécurité des usagers du site et du personnel de chantier.

Article I – Caractère contractuel de la charte et portée des engagements.

La présente charte a pour objet de fixer les exigences minimales applicables au chantier d'installation ou de remplacement complet d'un ascenseur. Elle s'impose au titulaire du marché pendant toute la durée des travaux, y compris lors des phases préparatoires, de dépose, d'installation et de remise en état. Elle n'a pas pour vocation à se substituer aux prescriptions du cahier des clauses techniques particulières.

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre l'ensemble des moyens humains, matériels et organisationnels nécessaires afin de limiter les impacts environnementaux du chantier, de prévenir les nuisances pour les occupants et de garantir un haut niveau de propreté, de sécurité et de respect du site. Pour remplir ces objectifs, le titulaire désignera un référent « Environnement chantier », identifié nominativement avant le démarrage des travaux. Le maître d'ouvrage pourra mettre en œuvre des mesures correctives immédiates en cas de non-respect par le titulaire des dispositions de la présente charte.

Article II – Organisation générale du chantier.

Le titulaire est tenu d'organiser le chantier de manière rigoureuse et maîtrisée. Les zones de travail devront être clairement identifiées, délimitées et sécurisées, notamment la gaine d'ascenseur, les paliers desservis et le local technique. Le titulaire devra assurer la protection systématique des sols, parois, équipements et ouvrages existants afin d'éviter toute dégradation. Un nettoyage régulier des zones impactées par les travaux est obligatoire. Les éléments déposés devront être stockés de manière ordonnée, séparée et sécurisée, sans entraver la circulation des usagers.

Le titulaire devra fournir avant le début des travaux, un plan d'installation de chantier précisant les zones de stockage, de circulation et de protection. Ce plan d'installation sera validé par le maître d'ouvrage dans un délai de 2 semaines. Aucun stockage ne sera autorisé hors des zones validées par le maître d'ouvrage.

Les protections devront être maintenue en permanence et remplacées immédiatement en cas de dégradation.

Article III – Circulation, logistique et véhicule.

Le titulaire devra limiter strictement l'impact des déplacements liés au chantier. Les livraisons devront être planifiées et regroupées autant que possible afin de réduire le nombre de trajets. Le stationnement des véhicules devra être organisé de manière à ne pas gêner les accès, la circulation des piétons ou l'usage normal du site. Les horaires d'intervention et de livraison devront impérativement respecter les plages autorisées par le maître d'ouvrage et la réglementation en vigueur.

Pour des raisons de suivi, un registre des livraisons et évacuations sera tenue à disposition du maître d'ouvrage pendant toute la durée des travaux.

Article IV – Maîtrise des nuisances sonores.

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre toutes les mesures nécessaires pour réduire les nuisances sonores générées par le chantier. Il devra privilégier l'utilisation de matériels, d'outillages et de procédés les moins bruyants possibles. Les tâches particulièrement bruyantes devront être planifiées sur des plages horaires adaptées et limitées dans le temps. Les usagers devront être informés au minimum 48h avant le recours à des interventions bruyantes.

Article V – Prévention et maîtrise des poussières.

Le titulaire devra prévenir la dispersion des poussières et maintenir un environnement de travail propre. À ce titre, il est exigé l'utilisation d'aspirateurs équipés de dispositifs de filtration adaptés aux travaux réalisés. Les découpes devront être réalisées à l'aide d'outils avec aspiration intégrée ou par procédé humide lorsque cela est techniquement possible.

Les zones sensibles devront être protégées par bâchage ou confinement lorsque nécessaire. Un nettoyage fréquent des surfaces, sols et zones de circulation devra être assuré afin de limiter l'encrassement et la propagation des poussières en dehors du chantier.

Article VI – Prévention des pollutions et gestion des produits.

Le titulaire est responsable de la prévention de toute pollution accidentelle pouvant résulter de ses activités. Les produits susceptibles de polluer (huiles, lubrifiants, produits chimiques) devront être stockés dans des contenants adaptés, placés dans des bacs de rétention conformes. L'utilisation d'huiles et de lubrifiants biodégradables est exigée chaque fois que cela est techniquement possible. Un kit anti-pollution devra obligatoirement être présent sur le chantier et immédiatement disponible en cas d'incident. Tout rejet de produit polluant dans les réseaux d'eau pluvial est strictement interdit.

Article VII – Gestion, tri et valorisation des déchets.

Le titulaire est tenu d'assurer une gestion rigoureuse et conforme des déchets générés par le chantier. Un tri systématique devra être mis en place, notamment pour les métaux, les déchets d'équipements

électriques et électroniques (DEEE), le bois et les emballages. Le recours aux filières de recyclage et de valorisation est obligatoire, avec un objectif de valorisation des déchets métalliques supérieur à 90 %. Les déchets devront être évacués régulièrement vers des filières agréées. Les bordereaux de suivi des déchets (BSD) devront être fournis lorsque la réglementation l'impose. Les BSD et justificatifs de valorisation devront être transmis dans un délai de 15 jours après évacuation.

Article VIII – Bilan de chantier.

Le titulaire sera tenu de produire, en fin de chantier, un bilan environnemental des travaux réalisés conditionnant la réception des travaux. Ce bilan précisera notamment les quantités de déchets triés, les filières de traitement utilisées, ainsi que les actions mises en œuvre pour limiter les nuisances et impacts environnementaux.

Il prendra la forme d'un tableau synthétique incluant notamment les volumes, les filières et le taux de valorisation. Ces éléments seront utilisés pour apprécier le respect des engagements pris dans le cadre du marché.

Le maître d'ouvrage pourra également demander la communication du Bilan de Gaz à effet de Serre (BEGES) en fin de période d'exécution.

Article IX – Suivi environnemental et engagement du titulaire.

Le titulaire reconnaît avoir pris connaissance de la présente charte environnementale et s'engage à en respecter strictement l'ensemble des dispositions. Le respect de ces exigences constitue une obligation contractuelle.

Tout manquement pourra donner lieu à l'application des mesures prévues par les documents contractuels du marché.

Le maître d'ouvrage ou son représentant se réserve le droit de réaliser, à tout moment et sans préavis, des audits environnementaux inopinés sur le chantier, pendant toute la durée des travaux, y compris lors des phases préparatoires, de dépose, d'installation et de remise en état.

Ces audits ont pour objet de vérifier le respect effectif des engagements définis dans la présente charte, notamment en matière de :

- L'organisation et la propreté du chantier
- La maîtrise des nuisances (bruit, poussières, flux)
- La prévention des pollutions
- La gestion, le tri et la traçabilité des déchets
- La protection des usagers, des ouvrages et de l'environnement.

Le titulaire s'engage à faciliter durant toute la durée des travaux l'accès au chantier aux représentants du maître d'ouvrage et à coopérer pleinement à toutes demandes de constat ou de vérification.

En cas de non-respect constatés des engagements de la présente charte, le titulaire devra mettre en œuvre les actions correctives demandées par le maître d'ouvrage dans un délai de 24h. Un non-respect répété de ces demandes pourra entraîner l'application des pénalités relatives au manquement, prévues à l'article 20 du CCAP.

